

Un accord funeste entre l'UE et le Niger

■ Le désert pour atteindre la Libye est devenu une zone interdite aux migrants. 6 000 personnes y ont perdu la vie.

Pierre Verbeeren

Directeur de Médecins du monde

Au moins deux fois plus de décès que dans la Méditerranée." C'est l'estimation du nombre de personnes qui ont perdu la vie en 2017 dans le désert du Niger alors qu'ils étaient en route vers la Libye, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). "Le désert est si étendu, tellement immense, que nous ne pouvons pas donner de chiffres précis. Mais ce nombre est en tous cas au moins deux fois plus élevé."

"Deux fois plus élevé", cela signifie qu'au moins 6 000 personnes ont perdu la vie dans ce désert en tentant de rejoindre la Libye. Ce constat doit être nuancé : traverser le désert n'a jamais été une partie de plaisir et les décès ont toujours été une réalité, mais jamais dans de telles proportions. Comment a-t-on pu en arriver là ? Comment une route de migration séculaire s'est-elle transformée en un an et demi en un charnier pour migrants ?

Été 2016. A l'issue de "négociations" – comprenez des pressions politiques et des promesses de sommes d'argent astronomiques – l'Union européenne (UE) a conclu un deal avec le Niger : que la route qui traverse le désert pour atteindre la Libye devienne une zone interdite aux migrants. Des millions d'euros ont été investis dans la formation de forces de sécurité et dans de l'équipement. Une recette devenue habituelle pour

l'UE puisqu'elle a déjà été appliquée en Libye et en Turquie. Son but : réduire les flux migratoires, quel qu'en soit le coût.

Moins d'un an et demi plus tard, la Commission européenne se félicite. "Le nombre de migrants venus par le désert a chuté de 70 000 à 5 000 entre mai et novembre", pouvait-on lire dans un communiqué de presse. "Un résultat qui n'aurait pu être atteint sans le soutien direct de l'Union européenne."

Passé sous silence dans ces communications victorieuses : le fait que suite à la fermeture des routes officielles, ce sont maintenant des chemins clandestins et souvent mortels qui sont utilisés. Les militaires qui escortaient auparavant les convois ont aujourd'hui pour mission de poursuivre et d'arrêter les chauffeurs. Ces chauffeurs professionnels ont aujourd'hui fait place à des mafieux, qui exigent des sommes beaucoup plus importantes pour faire traverser le désert aux migrants, et qui négocient parfois directement depuis le désert la valeur de leur "cargaison".

"Traverser le désert est devenu plus dangereux que traverser la mer", raconte Mo, 19 ans. Nous l'avons rencontré en septembre dernier à Agadez, dans l'un des 80 ghettos – dans lequel Médecins du monde se rend chaque semaine pour proposer une

aide médicale et psychologique. "Notre chauffeur voulait nous vendre à des Libyens. Nous sommes restés coincés cinq jours dans le désert, près de la frontière, pendant qu'il négociait notre prix. Finalement, le chauffeur et ses deux associés se sont enfuis quand des douaniers nous ont trouvés. Nous avons décidé de rester, mais dix autres personnes se sont échappées dans le désert et je n'ai plus entendu parler d'eux."

Il n'est pas rare que ce genre de groupes mafieux se débarrasse de leurs "marchandises" dans le désert – hommes, femmes ou enfants – dès qu'ils sont en difficulté. L'été dernier, 44 corps y ont été découverts par hasard. Parmi ces 44 cadavres, ceux de plusieurs bébés. Tous avaient trouvé la mort suite à la privation d'eau et de nourriture sous le soleil implacable.

Entre-temps, l'UE a lancé des opérations de recherche et de sauvetage des migrants dans le désert en collaboration avec l'OIM. "Sauver des vies est et restera toujours notre priorité absolue", peut-on à nouveau lire dans un communiqué de presse. "Grâce à nos opérations de sauvetage, nous avons déjà pu sauver 2 600 migrants égarés dans le désert."

Une déclaration tragiquement ironique puisque si ces migrants se sont perdus dans le désert, c'est d'abord à cause du deal conclu avec l'aide de l'Union européenne.